

4^{ème} Panel : la France, l'Allemagne et l'Europe

Jean-Louis Bourlanges, Député européen (UDF-ADLE), professeur associé à Sciences-Po Paris



Le sujet de la relation franco-allemande dans la perspective européenne n'est pas facile à traiter. J'essaierai d'abord de rappeler ce qui fondamentalement me paraît ne plus poser de problème majeur : les relations franco-allemandes ont été très bouleversées à partir de la réunification et je pense qu'il y a deux choses qui ne posent plus problème, l'une qui est réglée, et l'autre qui fait l'objet d'un consensus émergent.

La chose réglée est l'équilibre géopolitique au sein de l'Europe. Il est très clair qu'au moment de la réunification, nous avons eu une crainte très forte, en France, de voir l'Allemagne occuper une position centrale et dominante. Madame Thatcher, au Royaume-Uni, pensait la même chose, et a été jusqu'au bout de sa crainte, ce qui l'a conduit d'ailleurs, à quitter le pouvoir, car je crois que l'attitude qu'a eu Margaret Thatcher vis-à-vis de la réunification allemande n'a pas été étrangère à la révolte qui a animé les conservateurs britanniques contre le leadership de la dame de fer. François Mitterrand a eu cette tentation, et il en est revenu assez vite, il a compris dès la fin de 1989 qu'il fallait jouer autrement et accepter la réunification. Les deux craintes qu'avait la France à l'époque c'était d'abord une crainte démographique qui tenait au fait que la réunification de l'Allemagne faisait de l'Allemagne fédérale un géant et que donc on rompait cette parité fondamentale entre la France et l'Allemagne depuis 1950, depuis que Robert Schuman et Jean Monnet avaient proposé à l'Allemagne une alliance européenne, une fédération européenne fondée

sur l'égalité. En réalité ce problème est maintenant derrière nous, d'une part parce que les Français ont mesuré que loin d'être un atout en termes de puissance, l'Est de l'Allemagne était plutôt pour les Allemands une charge, noble, intéressante, mais lourde et que ce n'était pas quelque chose qui donnait des ailes à la République fédérale et qui marquait une sorte de rupture par rapport à une impotence française. Deuxièmement, sur le plan démographique, les Français ont repris confiance en eux, ils ne font pas beaucoup d'enfants mais en font quand même sensiblement plus que les Allemands et voient donc l'écart démographique se resserrer entre la France et l'Allemagne, peu importe que cet écart existe ou non en réalité, ce qui est important est de savoir s'il se resserre ou s'il s'accroît. Comme il se resserre, les Français retrouvent une certaine sérénité.

Le deuxième élément qui expliquait l'incertitude géopolitique était l'ouverture vers l'Est, ressentie en France comme quelque chose de tout à fait préoccupant. Traditionnellement, à l'Est de l'Europe, trois puissances se sont disputées le pouvoir l'Allemagne, la Russie et en position d'allié lointain, la France. L'idée d'une proximité spontanée entre l'Allemagne et la nouvelle Europe inquiétait les diplomates Français au début des années 1990. Or on voit que les choses sont plus complexes, que chacun, dans cette relation européenne, est dans une situation d'association et de rivalité avec les autres et que les Français et les Allemands n'ont pas une approche radicalement différente. A la limite, c'est plutôt le Royaume-Uni qui, au moins jusqu'à sa présidence, a réussi à conquérir les cœurs au centre et à l'est de l'Europe, et cette nouvelle Europe, comme l'a qualifiée Rumsfeld, se manifestait par une défiance à l'égard du couple franco-allemand. Tout cela se trouvait au bout du compte dans l'ordre et le couple franco-allemand s'est trouvé assez satisfait de cette situation. Cela est très important pour les Français qui ont vécu de 1990 à 1997 quelque chose d'un peu tendu, d'un peu incertain dans la relation franco-allemande.

La deuxième chose qui n'est non pas réglée mais semble faire l'objet d'un consensus émergent est la question des réformes. L'Allemagne cartésienne a réagi à une situation déterminée en faisant les réformes économiques et sociales qui s'imposaient, la France hégélienne quant à elle a attendu le soir pour que l'oiseau de Minerve s'envole et pour qu'enfin l'idée de la réforme prenne corps dans une société qui y était réticente. A travers toutes les tribulations politiques, la prudence française, le fait que les Français sont fondamentalement hostiles aux réformes mais également très attentifs au fait qu'il faut faire le nécessaire pour éviter le pire, on est arrivé maintenant en France à une sorte de consentement à l'idée qu'il faut changer les choses. Cela n'est pas simple et cela n'est pas fait : les forces politiques se situent par rapport aux réformes d'une façon très ambiguë, mais sur les grands dossiers, notamment le déficit budgétaire et la valeur travail, une évolution très profonde a lieu en France. J'ai l'impression que sur la question des réformes, l'Allemagne est en avance sur la France, mais la France, péniblement, de façon incohérente, un peu confuse, est en train de suivre et je m'en réjouis car j'étais de ceux et je suis toujours de ceux qui s'inquiètent de voir à quel point la société française a du mal à évoluer. Ce qui se passe sur l'acier actuellement va certainement être une sorte de déferlement mythologique de première grandeur mais je crois que globalement, derrière ces épisodes de « fièvre », nous aurons quelque chose qui va évoluer favorablement. Cela est important parce que c'est la condition pour que la France et l'Allemagne retrouvent une position économique relativement favorable et que le couple franco-allemand qui

paraissait épuisé sur le plan économique, retrouve « un peu de fraîcheur ». Il faut quand même nuancer cela et voir que l'Allemagne a de très nombreuses longueurs d'avance sur la France. La restauration de sa position en matière d'exportations est notamment quelque chose que nous avons tout lieu d'envier. La question fondamentale est de savoir si nous arriverons à avoir une puissance publique qui soit capable d'être plus productive, plus économe de ressources et plus capable de répondre à des situations de plus en plus différenciées alors même que l'appareil bureaucratique français reste rigide. La réforme est devant nous, mais dans les esprits, le consensus progresse.

Devant nous, il y a tout d'abord, le problème des faux consensus. Le premier est celui des institutions. Les gouvernements Français et Allemand ont été d'accord sur la réforme constitutionnelle mais les Français s'y sont opposés pour des raisons qui tiennent à une forme de crispation anti-mondialisatrice et anti-libérale qui me paraît en fait vouée à l'échec. Il y a donc eu à la fois accord des gouvernements et tensions entre les peuples, mais il y a en réalité un très grand vide en France et en Allemagne quant aux institutions européennes. Je suis très frappé de voir que la Constitution n'est pas ressentie comme devant apporter grand chose, et que l'on se résigne en Allemagne et en France à ce que l'espace politique européen soit de plus en plus imaginaire. Certes, les Allemands continuent d'aimer le Parlement européen que les Français continuent de regarder avec méfiance, mais en réalité, ce qui est marquant est un goût de plus en plus grand pour l'intergouvernemental. Notamment, le fait que l'Allemagne se soit très profondément éloignée de sa culture traditionnelle en matière de respect de la Commission. La Commission européenne était une des clés du credo allemand pendant toute la période de construction européenne. Il est extrêmement frappant de voir à quel point ce credo est abandonné et à quel point l'Allemagne (comme la France) a cautionné à Amsterdam et à Nice une réforme de la Commission qui n'a pas été substantiellement remise en cause par la Constitution. Une réforme de la Commission qui aboutit en fait à lui ôter toute légitimité politique réelle puisque la Commission, telle qu'elle est composée actuellement, ne peut pas prétendre représenter les grandes masses urbaines de l'Europe développée qui sont pourtant à la base de la construction européenne. Je pense que ce consentement franco-allemand à des réformes destructrices de la Commission n'est pas innocent et montre la volonté de rompre avec une tradition très profonde qui était à la fois exaltée en Allemagne et admise en France. Mais cette mise en cause entraîne des conséquences extrêmement lourdes parce qu'avec la Commission, c'est un foyer de cohérence de l'Union européenne, un élément central, beaucoup plus encore que le Parlement européen, de la constitution d'un espace public européen, qui disparaît.



L'espace public européen, s'il a vu quelque chose qui s'apparente au jour à un moment de son histoire, c'était à l'époque de la Commission Delors, entre l'Acte unique européen et le Traité de Maastricht à un moment où la Commission apparaissait aux yeux du public, du public éclairé et indirectement du reste, comme une sorte de foyer de cohérence. Dans ce jeu Mitterrand-Kohl-Delors, il y avait quelque chose qui fonctionnait très bien. Maintenant c'est fini, et institutionnellement, c'est le vide le plus complet. Reste l'autre institution, le Parlement

européen, qui manifestement a plus de pouvoir et plus d'influence qu'avant, ce qui est ressenti de façon inégale entre les Français et les Allemands puisque pour des raisons mystérieuses, les Français ont accepté à Nice le maintien du nombre de députés allemands, ce qui était injustifié. Il n'y avait aucune raison d'aborder l'élargissement en abandonnant l'idée d'une réduction proportionnelle du nombre de sièges de l'ensemble des Etats. Le Parlement européen est aujourd'hui assez profondément dominé par les Allemands – le président du groupe le plus important, le PPE, est allemand, celui du second groupe le plus important, le PSE, est allemand, celui du quatrième groupe est franco-allemand. Il y a là quelque chose de grave pour ceux qui comme moi pensent que ce qui distingue le franco-allemand de tout ce qu'on a fait avant et après était le lien entre un accord entre des gouvernements, un rapprochement des peuples qui s'étaient fait la guerre et l'émergence d'un système politique, d'un système d'organisation d'un type radicalement nouveau.

Ce système est en panne et nous revenons à quelque chose de traditionnel, c'est-à-dire à des accords fondamentalement intergouvernementaux. Ce qui est devant nous aussi et ce qui est faussement réconcilié, c'est le rapprochement des sociétés. Certes on voit bien que les problèmes allemands sont de plus en plus des problèmes français et que les problèmes français sont de plus en plus des problèmes allemands, mais si les problèmes sont les mêmes, la façon de les aborder et les solutions sont relativement différentes. Dans des domaines comme ceux de la société civile, de la famille, du mariage etc., les Français et les Allemands ont des approches prudentes, très éloignées les unes des autres et en réalité assez fondées sur un « quant à soi » respectif. Cela se manifeste aussi dans l'apprentissage linguistique, il y a dans les sociétés plutôt une accentuation de la différence, malgré l'unicité croissante des problèmes et une prise de conscience commune. La situation n'est donc pas tout à fait satisfaisante. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont nombreux, j'en traiterai quatre très rapidement.

Tout d'abord, la démographie : je crois que les Français sont assez contents de leur démographie. Ils ont tort, ils font un peu moins mal que les autres mais le renouvellement des générations n'est pas satisfaisant ; quant à la situation allemande, elle est catastrophique. En général, je ne crois pas faire preuve de complaisance française et d'arrogance française dans l'analyse des problèmes franco-allemands, mais en l'occurrence, je crois que les Allemands devraient quand même essayer de prendre exemple sur le compromis social entre le travail et la reproduction démographique en France. Tant que les Allemands ressentiront comme une antinomie le fait d'avoir des enfants et le fait pour les femmes d'avoir une activité professionnelle, on aura un double échec en Allemagne, c'est-à-dire un taux d'activité féminine un peu plus bas qu'ailleurs et un taux de fécondité nettement plus bas qu'en France. Pour une fois, il y a là une sorte de modèle français à exporter mais il faudrait s'entendre, car le problème ne concerne pas que les Allemands, mais également l'Italie, toute l'Europe méridionale et catholique, le Portugal, l'Espagne, sont dans une situation catastrophique sur le plan démographique. Nous avons convaincu la Présidence néerlandaise de mettre à son programme le passage à la majorité qualifiée et à la codécision des problèmes de contrôle aux frontières, d'asile, d'immigration clandestine – pas d'immigration légale à cause d'un veto allemand-, des instruments européens de politique de l'immigration, mais la question est de savoir si l'on peut mener une politique d'immigration cohérente et satisfaisante, si l'on a pas une approche commune des

problèmes démographiques. Je m'étonne du silence de la Commission, des institutions européennes, sur l'enjeu démographique.

La deuxième question est celle de l'énergie, avec une approche sensiblement différente en Allemagne et en France. Il y a en France malgré tout un consensus énergétique autour du nucléaire. Même les Verts sont en situation délicate vis-à-vis de cela. La situation des réserves de pétrole, de gaz, et la tension géopolitique qui apparaît en Iran, au Venezuela ou ailleurs contribue à renforcer le consensus nucléariste français, consensus dont les Allemands sont forts éloignés. Les Allemands ont plutôt tendance à s'engager vers une résolution bilatérale avec la Russie du problème de l'avenir énergétique, relation bilatérale dont la reconversion du chancelier Schröder est une illustration saisissante. Or l'avenir énergétique du continent est un vrai problème, un élément essentiel, une question que nous devons aborder de façon commune et convergente.

Le troisième problème est celui de la relation atlantique. Il est difficile de savoir où en sont exactement les Allemands et les Français. Les Français ont manifestement troqué une attitude de réprobation flamboyante à l'égard des Etats-Unis sur la guerre d'Irak contre une attitude de coopération, prudente et discrète, mais réelle, avec les Américains dans un certain nombre de dossiers du Moyen-Orient comme par exemple le dossier syrien. On ne peut pas à la fois condamner l'intervention américaine et essayer d'en recueillir les dividendes en matière de règlement de la situation au Liban. Il y a donc une baisse de niveau de l'intensité polémique en France, et du côté de la chancellerie allemande, un souci évident de donner à son atlantisme là aussi une allure un peu moins flamboyante en tenant compte du pacifisme rationnel des sociaux-démocrates. Cela peut entraîner une convergence, mais on ne voit pas très bien où sera le point d'aboutissement.

Ceci est combiné avec le fait que le président de la République française a trouvé utile, dans des conditions qui paraissent mystérieuses, de relancer le débat sur l'avenir du nucléaire militaire en France, à travers son discours à l'Île Longue. Je reste assez perplexe. A l'adresse du public allemand, je dirai d'abord que les Français ont toujours eu raison de faire de la force de dissuasion nationale un élément central de leur défense. On en a d'ailleurs une preuve assez claire dans le fait que les Polonais ont réussi à rendre publics les plans militaires de l'Union soviétique pendant la période de la guerre froide et on voit bien que les Russes avaient parfaitement pris en compte l'élément de la dissuasion française puisqu'ils avaient très clairement décidé d'épargner aux Britanniques et aux Français, c'est-à-dire aux deux puissances nucléaires européennes, des frappes préventives en matière nucléaire en cas de conflit sur le territoire européen. Ce n'était donc pas un calcul idiot, c'était un calcul égoïste, c'était un calcul maladroit – on comprend que le Pluton ait été ressenti de façon assez négative. Puis il y a eu les essais nucléaires, et maintenant cette sortie, qui signifie à la fois des choses justes et des choses fausses. Elle confirme l'idée qui est à la base de la dissuasion française : on a aucune raison de considérer que les mécanismes de la dissuasion soient exclusivement destinés à l'Union soviétique qui n'existe plus ou à la Russie qui l'a remplacée et qui ne manifeste pas d'hostilité particulière. Il est alors assez logique d'estimer qu'elle peut s'appliquer à des puissances régionales moyennes aux intentions belliqueuses plus incertaines et sans doute plus probables. Deuxièmement, et cela est beaucoup plus contestable, les conditions dans lesquelles cette dissuasion nucléaire devrait s'exercer, sont incertaines. Si le président de la République avait dit qu'en cas d'agression avec des armes nucléaires,

des armes biologiques, des armes chimiques, donc des armes de destruction massive, nous répondrons avec les moyens nucléaires qui sont à notre disposition, chacun aurait compris ; mais le président a émis des hypothèses plus incertaines, moins étudiées, sur les approvisionnements pétroliers, les menaces terroristes, qui à la fois inquiètent tout le monde et décrédibilisent en réalité la capacité de dissuasion française. Troisièmement, on a un problème d'opportunité tactique : il n'est pas évident qu'au moment où l'on essaie d'amener tous les membres du club des « proliférateurs potentiels » à la sagesse il soit intéressant de menacer avec le nucléaire. Il ne semble pas que ce soit la meilleure façon de les dissuader de s'équiper en armes nucléaires. Je ne dirais pas que le président de la République a perdu une bonne occasion de se taire, selon une expression qu'il a lui-même popularisée en d'autres circonstances, mais je pense que ses propos ont été un peu téméraires, et que notamment l'absence de concertation avec les Allemands pose un problème précis.

Le dernier problème qui me paraît se poser est le problème économique et budgétaire. A la formule de Prodi, qui disait « le pacte de stabilité est stupide », Vittorino répondait : « tu as tort, il faut dire 'le pacte de stupidité est stable' ». A travers la fausse réforme du pacte, on est dans une situation où il n'y a pas d'harmonisation budgétaire réelle. Or cela est essentiel dans la zone euro. Une harmonisation budgétaire réelle est à la fois l'affaire des Français et des Allemands. Certes, Français et Allemands veulent s'engager dans des réformes, faire des efforts, relancer la croissance. Le Premier ministre fait un budget qui augmente les déficits, qui augmente l'endettement, et célèbre d'une façon lyrique les résultats de la Commission Pébereau en disant qu'il est absolument essentiel de mettre plein feux sur la réduction des déficits. Mais au delà des problèmes de réduction des déficits et de diminution de l'endettement, il est évident que nous devons avoir les uns et les autres une politique de régulation du cycle économique qui soit véritablement adaptée. On ne peut se satisfaire, même si on y introduit du laxisme, d'un système qui en fait est pro-cyclique, qui conduit à introduire de la rigueur au moment où l'on a besoin de dynamisme et qui laisse le laxisme budgétaire se développer au moment où précisément on pourrait faire des efforts. Il y a là un champ précis que l'on doit explorer.

En conclusion, je dirais que nous avons **un problème de calendrier**. Ce qui me paraissait important dans le référendum était que les Français disent « oui » et non pas la Constitution elle-même, je ne crois pas que la Constitution résolve les problèmes de fonctionnement de l'UE, mais en revanche le problème des institutions se pose toujours. Les Français ne peuvent rien faire avant 2007, c'était une erreur de la part du chef de l'État d'avoir pris une initiative, car à partir du moment où la France a voté non, elle doit se taire - ce n'est pas la France qui lors de la conférence de Messine a relancé la construction européenne après l'échec de la CED, le Président Edgar Faure a apporté son soutien aux initiatives qui ont été prises par d'autres. Nous sommes dans cette même situation, il faut que ce soient d'autres que la France et en particulier l'Allemagne, qui a une position tout à fait remarquable. Je n'ai pas salué suffisamment la chancelière, qui a montré clairement qu'elle savait tenir la balance égale entre la France et le Royaume-Uni, entre la rigueur budgétaire et les devoirs de l'Allemagne et de l'Europe vis-à-vis de l'Europe centrale et orientale, et je crois qu'elle devra faire preuve à nouveau de ces qualités d'équilibre et d'initiative à propos des institutions, car le moment venu, c'est-à-dire quand nous aurons une nouvelle donne politique en France, quelle que soit cette donne politique, je pense que

l'on aura besoin d'un pays, et que ce pays sera évidemment la République fédérale d'Allemagne, pour proposer les réformes qui peuvent être acceptées et faire le tri entre ce qui doit s'imposer dans la Constitution et ce qui ne peut pas être utilisé. L'Allemagne fédérale va donc jouer un rôle tout à fait important dans le couple franco-allemand. Je crois qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter. A bien des égards, il y a lieu de s'en réjouir, le Premier ministre britannique a ouvert une crise budgétaire tout à fait inutile avec l'idée que le couple franco-allemand était mort. Ce qui s'est passé montre que les Britanniques n'avaient pas de propositions à faire et que le couple franco-allemand a tenu et qu'il suffit que ce couple s'accorde sur des initiatives positives pour qu'il soit entendu. Nous n'avons pas à déplorer une perte d'influence structurelle, mais simplement à nous dire que si nous sommes capables d'être performants dans les réformes, de retrouver le chemin de la croissance, de retrouver une proposition institutionnelle à peu près cohérente, les autres continueront à nous suivre. L'idée que le couple franco-allemand est mort du fait de l'élargissement est fautive, le couple franco-allemand est en panne du fait des Français et des Allemands. C'est donc à nous de relever ce défi.

Hans Stark, secrétaire général du Cerfa, maître de conférences à l'Université de Paris III-Sorbonne Nouvelle

Le 29 mai 2005 n'a pas eu en Allemagne l'effet de la déclaration de Chirac sur la dissuasion nucléaire. Il a fait peu de vagues à cause du début de la campagne électorale au lendemain des élections en Rhénanie du Nord – Westphalie du 22 mai. En effet, la campagne est un moment où l'on regarde peu ce qui se passe à l'extérieur, c'est pourquoi le 29 mai français n'a pas provoqué en Allemagne la crise qu'il aurait pu susciter dans la mesure où les Allemands étaient un peu à l'origine de ce projet de Constitution. Ce sont eux qui, après le sommet de Nice, avaient proposé aux Français de relancer le couple franco-allemand à travers des initiatives européennes, devant aller au delà d'un mauvais traité et doter l'Europe d'une Constitution. Telle était l'ambition du gouvernement rouge-vert, je rappelle également le discours de Fischer devant l'Université Humboldt ou celui de Johannes Rau à Paris. Il est étonnant de voir que les Allemands qui tenaient tant à ce projet de Constitution ont peu réagi le 29 mai alors que la Constitution était probablement morte.



On a l'impression aujourd'hui que la Constitution est remise sur le devant de la scène par Mme Merkel, tandis que de l'autre côté du Rhin le projet semble mort et les Français veulent passer à autre chose. La réponse des Allemands est la suivante : bien sûr, on a pris acte du

« non » français mais il faut aussi prendre acte des quatorze pays qui ont ratifié le traité constitutionnel ; le processus de ratification n'est pas terminé. La Commission a décidé d'ouvrir une phase de réflexion, « Denkpause », d'une durée indéterminée, qui peut donner une chance aux pays qui n'ont pas encore ratifié la Constitution de le faire. Evidemment, c'est une position qui permet aux Allemands de gagner du temps, peut-être parce qu'ils n'ont pas non plus d'idée d'alternative ou de plan B et qui permet de voir comment les autres pays vont se positionner par rapport à la Constitution européenne. Si, en fin de parcours, vingt-deux pays ont ratifié le texte, la pression sur la France et les Pays-Bas deviendra beaucoup plus forte. Toutefois, c'est une position un peu optimiste, en effet d'autres pays que le Royaume-Uni risquent en réalité de rejeter la Constitution, par exemple la République tchèque ou le Danemark. Si plus de trois ou quatre pays la rejettent, la Constitution sera alors définitivement morte, mais pour l'instant du côté allemand, on veut se donner du temps pour cette phase de réflexion et aller au moins au delà de l'année 2006, voire 2007, ce supprimera le problème du calendrier. La Commission avait quand même l'idée de susciter un débat sur l'Europe pendant cette phase dans la mesure où le malaise qui s'est exprimé aux Pays-Bas et en France à l'égard de la construction européenne concernait non seulement le plombier polonais et la Turquie, mais aussi l'écart entre les élites et les citoyens, l'écart entre ceux qui font l'Europe et la comprennent et ceux qui se sont retrouvés face à un texte illisible et incompréhensible. Cet écart là devrait être surmonté pendant ces deux années par toutes sortes de forums et de discussions sur la Constitution européenne ou sur l'avenir de la construction européenne. A mon avis, cela n'est pas encore fait, on en est même assez loin. Pour l'instant, cette phase de réflexion est bien une « Denkpause », une phase d'arrêt de la réflexion. C'est pourquoi les différences entre les positions allemandes et françaises posent problème. Jacques Chirac a proposé de revoir « la copie européenne » en favorisant les douze pays de l'Eurozone, or l'implication de la Grande-Bretagne est nécessaire, notamment sur les questions de défense et de sécurité. Dans le passé, Nicolas Sarkozy avait eu l'idée de créer une sorte de directoire des six grands pays qui assument l'essentiel du fardeau financier et politique européen, mais cette tactique renforcerait encore la fracture entre grands pays et petits pays. Or, la tradition dans la politique européenne de l'Allemagne est de se faire l'avocat des petits pays, notamment parce que l'Allemagne a pour voisins et partenaires des petits pays, c'est pourquoi cette proposition de directoire embarrasse les Allemands.

On se retrouve donc toujours avec le Traité de Nice : que faire ? Plusieurs options sont possibles :

Un nouveau référendum. C'est une idée, je pense, qui vient du Luxembourg. Pourquoi pas, si on l'a fait aussi au Danois et aux Irlandais, pourquoi pas aux Français ? Les Français réagiraient sans doute de façon très négative à un nouveau vote sur le même texte. C'est donc une proposition irréaliste.

Un Nice « light », ou « cherry picking », c'est-à-dire prendre ce qu'il y a de mieux dans la Constitution et l'intégrer dans le Traité de Nice. De facto, on améliore le Traité et on passe à autre chose. Cela peut se faire, sur le modèle de l'Agence européenne de l'armement par exemple, pour l'idée d'un ministre européen des Affaires étrangères. Faudra-t-il alors passer par une nouvelle CIG ?

Un « Nice plus », c'est-à-dire la Constitution sans la partie III, qui passerait également forcément par une CIG. C'est une voie difficile,

étant donné que la Convention elle-même était le produit d'un compromis entre plusieurs tendances européennes. Le non français a été très hétérogène, il a pu signifier un « non » à la situation intérieure mais aussi parfois une demande de plus d'Europe, surtout sur le plan social, ou pour les souverainistes, de moins d'Europe.

Le « oui » allemand cache aussi des réticences à l'égard de la construction européenne. Les Allemands ne sont pas toujours de fervents défenseurs de la supranationalité. Comment faire un noyau dur, une union dans l'Union ? Peut-on inclure ceux qui ont dit non à la Constitution et exclure ceux qui ont dit oui ? Les coopérations renforcées sont très complexes à mettre en place.

Jean-Louis Bourlanges a parlé à juste titre de la bonne entente entre les Français et les Allemands, du point de vue de l'équilibre géopolitique, les Français n'ont plus peur des Allemands. De plus, les pays d'Europe de l'est font aujourd'hui partie de l'Union européenne. L'OTAN même n'est plus un danger, au contraire même les Français essaient de la sauver. La politique française n'a donc plus la même pression pour avancer sur les questions européennes. Je vois donc un risque d'affaiblissement du couple franco-allemand, un risque d'un isolement relatif des deux pays. Mais de cet isolement peut aussi naître une contrainte qui permettra de s'investir à nouveau dans une construction européenne supranationale. Aujourd'hui on peut surtout noter une volonté allemande, non pas de renier l'amitié franco-allemande, mais de la rendre moins exclusive et moins interdépendante.

Thierry de Montbrial, directeur général de l'Ifri

A propos de l'éventuelle reprise du processus de ratification en France, je crois qu'il y a une vérité en politique, c'est que ce qui paraît impossible aujourd'hui peut paraître possible demain, en fonction des circonstances. Le climat politique peut changer extrêmement rapidement. Si aujourd'hui il fallait soumettre à nouveau aux Français la ratification du Traité constitutionnel dans les mêmes termes que le 29 mai, ce serait un échec. Mais il faut être prudent sur ce qui peut se passer en 2007. En particulier, je peux concevoir que l'on fasse voter, avec quelques modifications -la suppression du mot « Constitution », de la partie III, l'ajout d'une déclaration annexe sur les politiques sociales- le même texte par le Parlement. Si l'on avait procédé par la voie référendaire en Allemagne, on aurait pu avoir le même résultat qu'en France, et inversement le Traité constitutionnel aurait pu être ratifié par voie parlementaire en France.

Joseph Limagne, directeur de la rédaction du journal Ouest-France à Paris

En tant que représentant d'un grand quotidien régional, qui tire à 800 000 exemplaires, et qui est le premier quotidien français, je souhaite apporter un regard un peu décalé sur ce qu'Isabelle Bourgeois a appelé, en opposition aux grands médias parisiens, « le reste » des médias. D'après plusieurs interventions, dont celle de Lise Jolly, je constate que le couple franco-allemand est un vieux couple, un couple un peu fatigué, un couple qui ronronne. Il est récurrent dans la presse française de souligner que ce couple patine, qu'il est en panne d'idées, de renouvellement, de tonus, et cela est particulièrement vrai en ce moment. Il est vrai que ce couple a connu des crises, on a rappelé celle de l'an 2000, qui a vu la France et l'Allemagne se disputer pendant l'élaboration du traité de Nice. Cette crise-là a été salutaire, pendant un temps, puisque les deux partenaires se sont empressés de faire un pas l'un vers l'autre et ont inventé les consultations régulières dites « de Blaesheim ». Pour autant, on ne peut pas considérer que la France et l'Allemagne ont retrouvé l'élan et la vitalité de leurs 20 ans. La réconciliation entre les deux anciens ennemis est acquise, la génération de la guerre disparaît. Il est d'usage de dire que la question de la paix et de la mémoire ne motive plus les jeunes. J'apporterais un petit bémol, j'ai constaté, lors des célébrations du 60e anniversaire du débarquement en Normandie, que jamais l'intérêt n'a été aussi grand, notamment dans les écoles. Il y a eu une participation extraordinaire qui m'a surpris, après le succès du cinquantenaire dix ans plus tôt. L'accolade de Jacques Chirac et Gerhard Schröder sur l'esplanade du mémorial de la paix a été le clou de ces célébrations.

Depuis le Traité de l'Elysée, la chaleur de la relation entre le président de la République française et le chancelier a toujours donné la mesure, au moins symbolique, du degré d'entente franco-allemand. De ce point de vue là, j'ai noté que la récente entrevue entre Jacques Chirac et Angela Merkel à Versailles, a été empreinte de part et d'autre d'une



prudente réserve. Angela Merkel a donné l'impression de savoir très bien qu'il faudrait sans doute attendre les résultats de la présidentielle de 2007 pour nouer une relation durable avec le successeur de Jacques Chirac. Anne-Marie Le Gloannec a montré comment Angela Merkel s'est très vite imposée sur la scène internationale, et il est vraisemblable, que lors de sa prochaine rencontre avec le président français, elle aura une longueur d'avance, sur lui comme sur la plupart des

autres dirigeants européens. Même si le courant passait le mieux possible entre la chancellerie et la présidence de la République, il est vraisemblable que le couple franco-allemand ne retrouvera jamais sa jeunesse d'antan. L'environnement a changé, la famille européenne s'est élargie, l'équilibre entre le poids des intérêts de chacun a été bouleversé. On s'est étonné en Allemagne, en Europe et dans le monde, du « non » français au référendum constitutionnel, en réalité c'est le fruit d'une évolution qui a commencé avec la chute du mur de Berlin. Tout le monde s'est réjoui de la réunification allemande, mais sans que cela soit toujours conscient dans l'opinion publique, les Français ont vu s'effondrer ce qui

favorisait leur influence en Europe. L'Allemagne divisée, économiquement puissante mais politiquement plus faible, assurait à la France une position centrale dans la Communauté européenne de l'époque. Or la position française s'est altérée avec la réunification de l'Europe. D'une certaine manière, il était bien commode de construire l'Europe à l'abri du rideau de fer.

Il a été dit que l'on avait beaucoup parlé de l'Allemagne pendant les élections car c'était une façon de parler de soi. J'adhère tout à fait à cette analyse. Si l'on a abordé le fond des problèmes allemands, c'est parce que les Français allaient chercher en Allemagne ce qui avait été le fond de leurs débats pendant le référendum.

A propos de la relation franco-allemande, une recherche dans les archives de Ouest-France à partir du mot clé « franco-allemand » m'a permis de trouver un millier d'articles parus depuis un an, soit en moyenne deux ou trois articles par jour. Cela signifie que la question franco-allemande est extraordinairement présente dans la vie quotidienne des gens. Un grand nombre d'articles traite de l'information locale, sur les comités de jumelage de chaque ville, qui fonctionnent beaucoup mieux avec l'Allemagne qu'avec les autres pays, sur les témoignages de réconciliation entre les deux pays, les récits des vétérans. Pour les citoyens, la relation franco-allemande est donc composée de références au passé, de jumelages institutionnels, d'échanges scolaires, de choses nouvelles comme les festivals de musique, des échanges culturels, des tournées de théâtre, des échanges linguistiques par l'intermédiaire d'internet et d'une webcam. Il y a cependant une lacune, l'économie, qui est souvent le parent pauvre dans le journal, alors qu'il existe beaucoup d'échanges, commerciaux, mais aussi par exemple de techniques agricoles etc.

Pour conclure, tout n'est pas perdu pour le franco-allemand, à condition que ce projet soit porté par une volonté politique partagée et corresponde aux besoins des citoyens de l'Europe d'aujourd'hui. La société civile a aussi besoin de l'impulsion des politiques, on trouve en effet à la base de la nouvelle relation franco-allemande de grands hommes d'Etat qui avaient voulu changer le cours de l'histoire.

Henrik Utterwedde, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg

Pour répondre à Jean-Louis Bourlanges, si presque tous les groupes du Parlement européen sont dominés par des Allemands ou des Franco-allemands, c'est peut-être aussi parce que les Français ont l'art, collectivement, de se disperser sur tout l'éventail du Parlement européen.

Tout d'abord, je ne suis pas du tout nostalgique de cette ère glorieuse de la grande amitié de Jacques et de Gerhard comme de Gerhard et de Vladimir. En fin de compte, je pense qu'elle a fait du tort à la cause franco-allemande et à la cause européenne. Elle était trop ostentatoire, trop tonitruante parfois et elle oubliait alors d'écouter les autres et d'aller vers les autres. Vivement donc Angela Merkel et son style

plus équilibré. Avec Angela Merkel et un peu plus de distance avec la France, tout en restant amis, on ouvre un espace de coopération franco-allemande nourri par nos divergences et nos différences. Le franco-allemand est utile à l'Europe parce qu'il y a ces différences. L'art du franco-allemand est la gestion intelligente de ces différences et l'art de faire converger les points de vue.

Deuxièmement, l'Allemagne et la France partagent fondamentalement beaucoup de valeurs et d'aspirations pour l'Europe, malgré des façons différentes de l'exprimer, ce qui est un facteur d'incompréhension.



On a mis quelques années en Allemagne avant de comprendre que la défense du service public à la française se rapprochait peut-être de la version allemande de la « kommunale/öffentliche Daseinsvorsorge ». Des discours différents peuvent parfois cacher de profondes convergences ou ce qui nous unit. Les entreprises franco-allemandes sont aussi un champ d'apprentissage commun, où les syndicalistes apprennent à se mettre d'accord. Le Parlement européen est un autre exemple d'espace d'apprentissage

d'un espace public européen.

Enfin, le couple franco-allemand est-il en forme ? Non, pas pour l'instant. Avons-nous la lucidité face aux défis qui se dressent devant nous ? Partiellement. Avons-nous la capacité et le courage de nous renouveler, la capacité d'apprendre du voisin, d'apprendre ensemble de l'exemple des autres – des pays scandinaves, savons-nous écouter les autres partenaires européens, savons-nous renouer avec la tradition du couple franco-allemand, qui tout en faisant un travail de convergence entre deux positions nationales divergentes, est capable d'intégrer les points de vue des autres et de se mettre au service de cette grande aventure qu'est toujours la construction européenne ?

Thierry de Montbrial, directeur général de l'Ifri

Effectivement, ce qui manque aujourd'hui est sans doute cet esprit de servir une grande cause, la construction européenne, qui est le seul projet politique original depuis le temps des nationalismes. Protéger ce projet et l'amener à sa pleine maturité, est la plus grande tâche pour nous tous.